Résultats enquête nationale sur les prépas privées en étude de santé

DOSSIER PRESSE
2025

AAEMS
Depuis 1925

SOMMAIRE

Ce que ce dossier va couvrir

I. Avant propos 3

II. Analyse scientifique

- Caractéristiques générales de la population.....8
- Recours aux prépas privées en médecine.....9
- Efficacité académique.....10
- Motif de recours et pression ressentie.....12
- Fardeau financier.....14
- La place des Tutorats.....21
- Témoignages.....23

III. Appel à l'action et conclusion.....24

IV. Contacts presse.....30

Que disent les autres enquêtes ?

Sur le plan scientifique, peu d'études rigoureuses ont été conduites en France sur l'effet des prépas privées. Cependant, des travaux internationaux permettent d'apporter un éclairage. Une étude australienne publiée dans Medical Education (Griffin et al. 2018) a examiné l'influence du coaching commercial (préparations privées) sur la performance d'étudiants en médecine tout au long de leur cursus

Predicting patterns of change and stability in student performance across a medical degree

Barbara Griffin,[1] Piers Bayl-Smith[1] & Wendy Hu[2]

medical school performance. With *high performers* as the reference group, coaching significantly predicted category membership: below-average performers, OR (95% CI) = 3.485 (1.443, 8.420); declining performers, OR (95% CI) = 2.555 (1.042, 6.265); above-average performers, OR (95% CI) = 2.661 (1.025, 6.909). In other words, those who had undertaken commercial coaching were significantly less likely to be in the high performers group, regardless of their selection scores. They

Ce résultat nuancé est important : il suggère que les prépas privées, si elles peuvent aider ponctuellement à passer un concours, n'offrent pas nécessairement de bénéfices pédagogiques durable.s Au-delà de cette étude, le consensus qui émerge des travaux existants est que la **réussite en médecine dépend surtout du profil de l'étudiant**, de ses capacités d'adaptation et du travail autonome, plus que du suivi d'une formation privée parallèle. **Notre enquête nationale va dans le même sens en montrant que, statistiquement,** les étudiants sans prépa ne réussissent pas moins bien que leurs camarades "préparés" – parfois même au contraire.

Avant propos

Les études de médecine en France attirent chaque année un très grand nombre d'étudiants pour un **nombre de places limité.**

59257 étudiants inscrits en 1ère année

↓

8 205 admis en 2e année de médecine

Ce taux de succès (environ 14 %) illustre la compétition intense dès la première année.

9 570 admis en 2019

Bien que la réforme récente du numerus clausus (passage au numerus apertus) vise à augmenter le nombre de places, la **pression pour réussir reste très forte.**

Objectif :

2025 : **12 000**

2027 : **16 000**

Avant propos

Parallèlement, une **offre florissante de préparations privées ("prépas") s'est développée** pour aider les étudiants à affronter ces concours exigeants.

Ces prépas privées proposent des cours supplémentaires, des entraînements aux examens, et un encadrement intensif moyennant des frais d'inscription élevés. **Aucune donnée officielle** n'est toutefois disponible quant à leur efficacité réelle sur la réussite des étudiants ou sur leur coût financier global pour les familles – le phénomène est en grande partie suivi par des enquêtes ponctuelles et des estimations d'associations étudiantes.

Par exemple, selon l'ANEMF, un étudiant en PACES dépensait en moyenne près de 6 000 € par an en frais universitaires et cours privés (Combien coûtent les études de médecine ? - Fréquence médicale). Notre enquête vient **combler en partie ce manque d'informations** officielles en apportant des chiffres récents sur l'ampleur du recours aux prépas privées et ses conséquences.

Avant propos

Les dernières années ont été marquées par de nombreuses réformes (R1C et R2C notamment), qui ont profondément changé nos études et notre parcours universitaire.

Suite à ces changements, la proportion d'étudiants ayant recours à des prépas privées a **nettement augmenté**, que ce soit pour l'entrée dans les études de santé mais aussi lors du deuxième cycle, pour les EDN. Ainsi, nous nous sommes posé la question de savoir **pourquoi** tant d'étudiants se tournent vers ces organismes afin de potentiellement mettre en lumière les manquements de nos facultés, pour faire remonter ces problèmes et **améliorer la qualité de notre formation.** Nous souhaitons aussi **évaluer l'impact financier** que cela a sur vos vies.

Caractéristiques générales de la population enquêtée

Sur la plateforme :

SKEZIA by SKEZI

Première année aux études de santé
2384 réponses

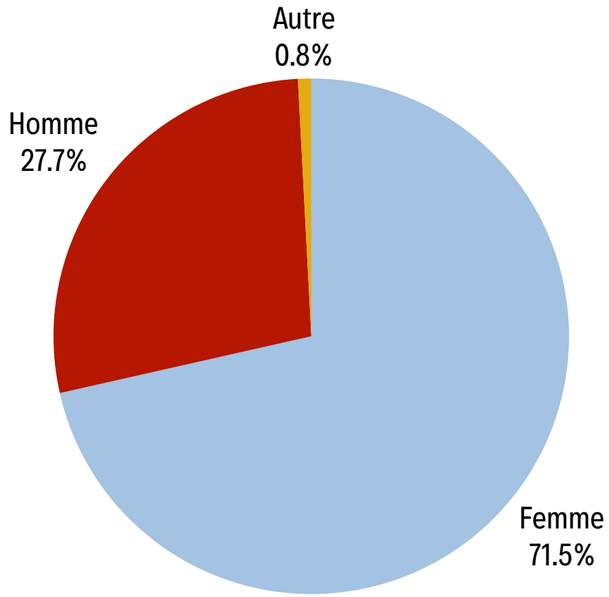
2e cycle
1534 réponses dont 709 EDN

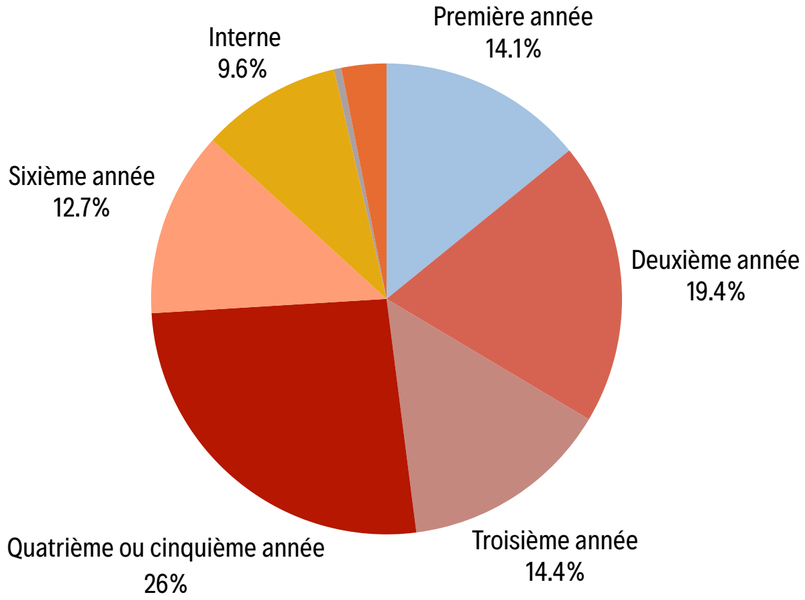
Avril 2024
phase test

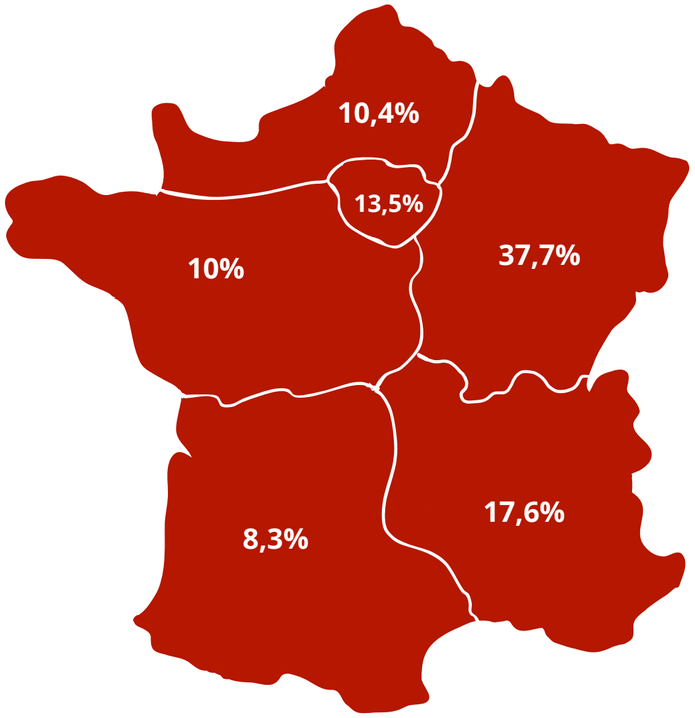
Juin 2024
lancement publique

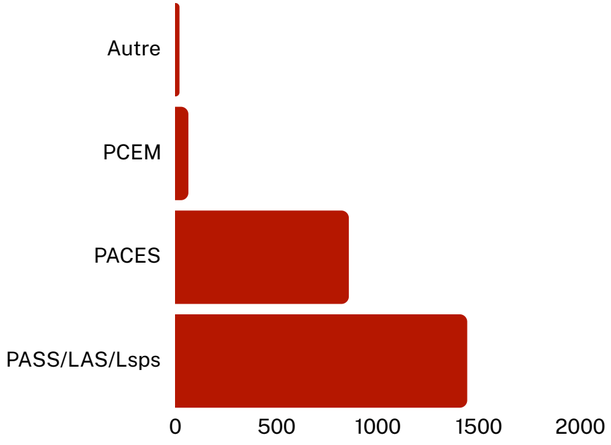
Janvier 2025
analyse des résultats

Caractéristiques générales de la population enquêtée









Répartition des réponses par groupe de faculté :

Nord (10,4%): Lille, Amiens, Rouen, Caen
Est (37,7%) : Strasbourg, Nancy, Reims, Besançon, Dijon
Ouest (10%) : Brest, Nantes, Rennes, Angers, Tours
Paris (13,5%) : toutes les facultés
Sud-Ouest (8,3%) : Bordeaux, Toulouse, Limoges Montpellier-Nîmes, Poitiers
Sud-est (17,6%): Marseille, Nice, Lyon, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Grenoble
Outre-mer (2,6%)

Recours aux prépas privées en médecine

D'après les résultats de cette enquête nationale menée en 2024, le recours aux prépas privées est massif aussi bien en début qu'en fin de cursus médical.
Cette généralisation des prépas s'est **accentuée** dans un contexte de **réformes successives du premier cycle** (PCEM, PACES, puis récemment PASS/LAS) qui ont souvent **déstabilisé les repères** des étudiants et des facultés. Les acteurs du secteur privé ont su tirer parti de ce climat d'incertitude et d'anxiété.

64,6%

Des répondants ont eu recours à une prépa privée lors de leur première année

72,4%

*Des répondants ont eu recours à une prépa privée durant l'externat**

60 à 70% des étudiants ressentent une forte incitation ou pression commerciale de la part de ces organismes pour y avoir recours.

→ La prépa privée apparaît presque comme un **passage obligatoire aux yeux de nombreux étudiants**, alimentée par le **lobbying agressif** des sociétés qui les proposent.

Il faut souligner que l'impact concret des prépas privées sur la réussite aux examens reste ***CONTROVERSÉ***

AUCUNE INSTITUTION PUBLIQUE (universités, ministère) n'a jusqu'à présent publié d'évaluation formelle de ces formations parallèles, comparées aux Tutorats qui bénéficient d'un agrément ministériel. Le discours marketing des prépas met en avant des taux de réussite élevés, mais ces chiffres manquent de transparence et peuvent être biaisés (elles communiquent sur les succès de leurs inscrits sans comparaison avec les non-inscrits, par exemple).

**externat : deuxième cycle des études médicales durant lequel les étudiants travaillent a mi-temps à l'hôpital*

Efficacité académique :

un bénéfice marginal voire nul

L'un des enseignements majeurs de l'enquête est que le **recours massif aux prépas privées n'améliore pas significativement les résultats académiques** des étudiants en santé. En première année, on observe que le classement moyen des étudiants ayant suivi une prépa privée **n'est pas meilleur que celui des étudiants sans prépa – il serait même légèrement moins bon**.

83e *Rang médian des étudiants ayant eu recours à une prépa privée*

76e *Rang médian des étudiants n'ayant pas eu recours à une prépa*

Cet écart modeste suggère qu'en moyenne, la prépa privée n'apporte pas de plus-value **déterminante** pour réussir le concours de première année. La différence de performance est statistiquement marginale et peut s'expliquer par d'autres facteurs (méthode de travail personnelle, tutorat universitaire, etc.)

Autrement dit, **aucune garantie de succès n'accompagne l'inscription à une prépa onéreuse**, malgré le sentiment de sécurité qu'elle peut procurer.

Qu'en est-il du second cycle , lors de l'examen national classant ?

Les données de l'enquête **ne permettent pas de mettre en évidence un avantage clairement significatif** pour les étudiants ayant suivi une préparation privée pendant l'externat. Bien que la majorité d'entre eux choisissent de s'y inscrire, les résultats à l'examen final **ne semblent pas différer de manière notable** par rapport à ceux des étudiants n'ayant pas suivi de prépa.

Etudiant ayant validé le rang A (>14/20, note minimale obligatoire) :

95,8% *des étudiants **avec une prépa** durant le second cycle ont **validé le rang A** chez les étudiants répondants.*

94,4% *des étudiants **sans prépa ont validé le rang A** chez les étudiants répondants*

Rang de classement dans la spécialité souhaitée :

25,2% *des étudiants **avec une prépa** du 2nd cycle ont fait **top 1000 aux edn** dans le classement de spécialité de leur choix*

20,2% *des étudiants **sans prépa** du 2nd cycle ont fait **top 1000 aux edn** dans le classement de spécialité de leur choix*

La réforme du second cycle (R2C) a eu un **impact majeur** sur le recours aux prépas privées. Avant la R2C, 57% des étudiants y avaient recours, depuis nous dépassons les 80%, et ce chiffera ne cesse d'augmenter.

57%

Des étudiants avaient recours aux prépas privées avant la R2C

→

82%

Des étudiants ont recours aux prépas privées depuis la réforme du deuxième cycle

Motif du recours et pression ressentie

Si les prépas n'améliorent guère les résultats, pourquoi autant d'étudiants y adhèrent-ils ? L'enquête permet de cerner plusieurs raisons et facteurs d'influence.

La principale motivation des étudiants à recourir à une prépa privée est la **volonté de maximiser leurs chances face à une sélection perçue comme extrêmement difficile**. Beaucoup évoquent la peur des regrets et le souhait de « mettre toutes les chances de leur côté ».

Ce sentiment est **renforcé par l'environnement** : quand une grande partie des camarades de promo s'inscrit en prépa privée, il devient délicat de ne pas faire de même. Un répondant sur deux indique ainsi que la dynamique collective et les conseils d'anciens ont joué dans sa décision ("tout le monde le fait, alors moi aussi").

Ce choix est alimenté par une **crainte généralisée de l'échec sans accompagnement externe**, renforcée par un discours ambiant, souvent porté par les prépas elles-mêmes, selon lequel, sans soutien extérieur, les chances de réussite seraient fortement compromises.

1 étudiant sur 2

déclare que les conseils d'anciens ou la dynamique collective ("tout le monde le fait") ont influencé sa décision.

→ ***Ne pas s'inscrire devient presque une prise de risque à contre-courant.***

Motif du recours et pression ressentie

Au-delà des facteurs psychologiques et sociaux, l'enquête met en lumière un phénomène plus structurel : **le lobbying actif des entreprises de préparation privée**. Ces structures déploient des stratégies de communication et de captation très élaborées :

- **Présence physique sur les campus universitaires** (stands, événements, distributions de flyers);
- **Publicités ciblées** sur les réseaux sociaux et moteurs de recherche, jouant sur l'anxiété et la pression de performance;
- Partenariats implicites avec certains lycées, brouillant la frontière entre service public et offre commerciale;
- **Discours marketing jouant sur la peur de l'échec** et la valorisation de leurs "taux de réussite".

<u>Ce lobbying a un effet notable :</u>

2 étudiants sur 3 se disent fortement incités à s'inscrire en prépa, parfois avant même d'avoir tenté le cursus sans aide.

↓

La normalisation de la prépa privée dans les parcours de santé devient ainsi une norme implicite.

Fardeau financier et inégalités engendrées en première année

L'autre versant important des prépas privées, c'est leur **coût financier et les sacrifices qu'elles engendrent** pour les étudiants et leurs familles. Les tarifs des principales prépas santé varient généralement **de 3 000 à 7 000 € l'année**, ce qui représente une somme **considérable** comparée aux droits d'inscription universitaires (quelques centaines d'euros) ou aux tutorats officiels proposés par les associations étudiantes et facultés.

84,2%

*Des étudiants ayant suivi une prépa en première année estiment que leurs parents **avaient les moyens financiers pour la payer sans mettre en péril l'économie familiale.***

15% *Des étudiants ont eu recours à une prépa privée sachant que ça constituait une charge financière lourde.*

5,4% *des répondants indiquent que leurs parents ont dû contracter un prêt bancaire pour payer la prépa de première année.*

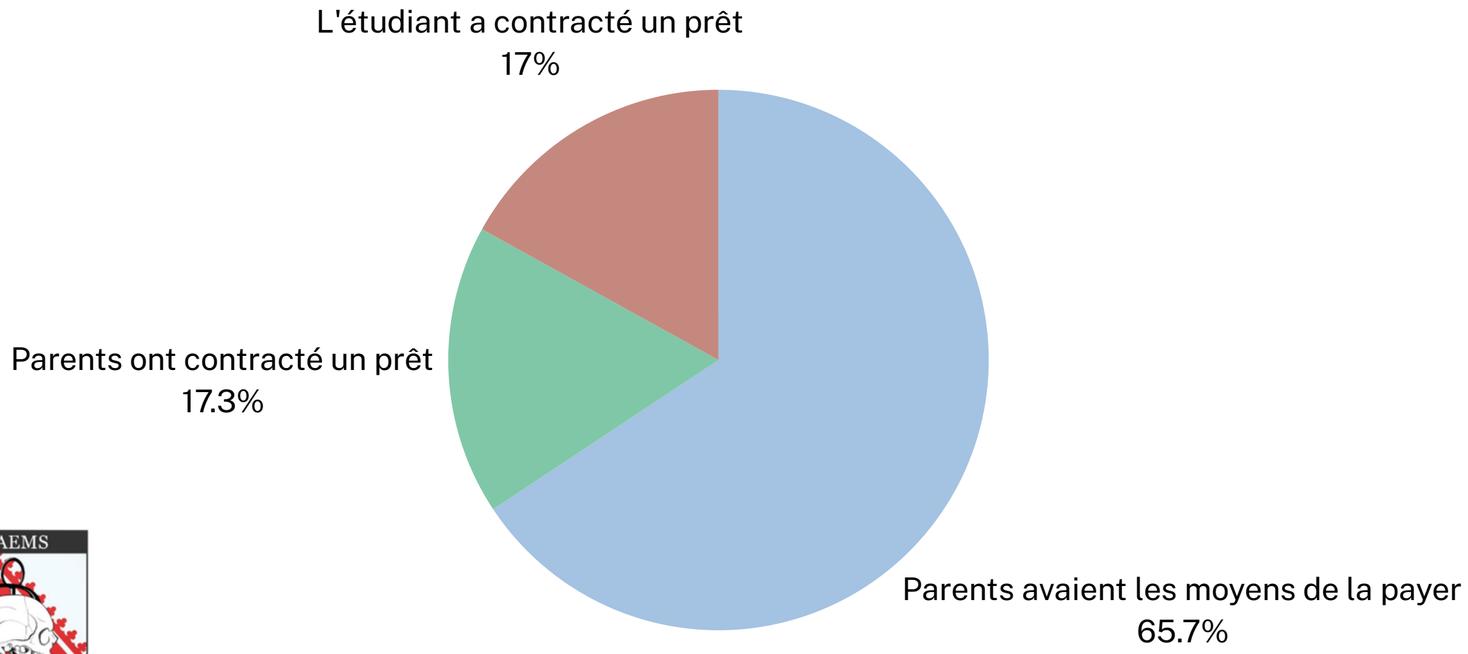
5,3% *ont du travailler en parallèle pour assumer le coût de ces prépas.*

2,1% *ont souscrit personnellement un prêt étudiant.*

Ce sont là des chiffres préoccupants, car ils témoignent du **sacrifice financier** consenti par une fraction non négligeable de familles afin de suivre le mouvement des prépas privées.

Fardeau financier et inégalités engendrées en première année

Pour les étudiants ayant **déboursé plus de 5000€** pour ces prépas, l'enquête montre qu'un plus grand pourcentage d'étudiants a dû faire des sacrifices importants pour les financer. En effet, lorsqu'on atteint ces sommes, moins d'étudiants déclarent que leur famille pouvait payer ces prépas sans mettre en péril les finances du foyer.



Ces chiffres montrent que plus les prépas sont chères et plus les étudiants et leurs familles doivent faire des sacrifices importants pour financer ces organismes, ce qui accentue encore une fois, les inégalités d'accès à ces études

Sacrifices personnels pour financer une prépa

45,9% *n'ont pas le sentiment d'avoir fait de sacrifices.*

22,7% *pour lesquels cela a été une source de préoccupations.*

15,8% *des étudiants ont vécu le financement de ces prépas comme un facteur négatif ou une source de stress.*

13,6% *ont fait des efforts pour financer ces prépas.*

Nous avons demandé aux étudiants si financer ces prépas était un fardeau, une source de stress ou à l'origine de sacrifices.
Presque la moitié n'ont pas ressenti d'impact sur le financement de ces prépas, ce qui est cohérent puisque près de 85% des étudiants, cela a été financé par les parents.
Cependant **plus de la moitié des étudiants ont ressenti un impact**, ce qui n'est pas négligeable, et a entraîné pour eux, des effets négatifs.

Sacrifices personnels pour financer une prépa

Repas sautés

2,2%

8%

Alimentation compromise

Sorties culturelles sacrifiées

24,1%

Activités sociales diminuées

28,6%

Parmi les **22,7 %** d'étudiants pour lesquels le coût des prépas constitue une source majeure de préoccupation (541 personnes sur les 2 384 de l'échantillon), beaucoup ont dû faire des choix de vie contraignants pour joindre les deux bouts. Ces chiffres illustrent l'impact humain et social que peut avoir le poids financier des prépas privées : au-delà du coût monétaire, c'est une **qualité de vie amoindrie et du stress supplémentaire** pour ces étudiants déjà sous pression académique.

Fardeau financier et inégalités engendrées durant le second cycle

Durant le second cycle, les résultats sont plus diversifiés, avec une part moins importante de financement par les parents et une part plus importante de financement par les étudiants eux-même.

30,67% *ont travaillé à côté de leurs études pour payer ces prépas.*

17,87% *ont fait plus de gardes pour payer ces prépas.*

3,55% *ont contracté eux-même un prêt pour payer ces prépas.*

50,22%

Des étudiants ayant suivi une prépa durant le second cycle estiment que leurs parents ***avaient les moyens financiers pour la payer sans mettre en péril l'économie familiale.***

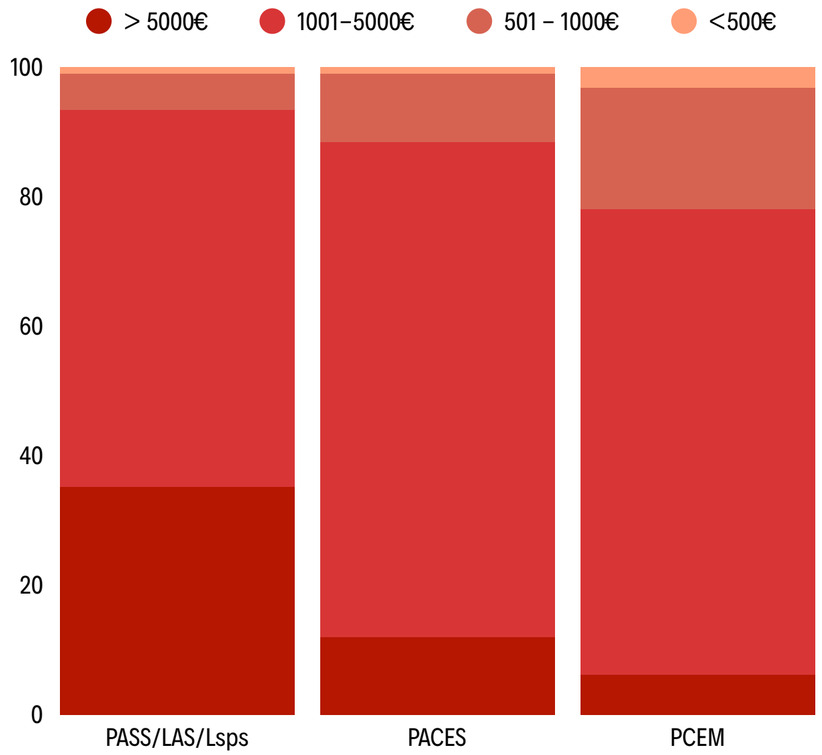
Ces chiffres mettent en lumière qu'une part non négligeable d'étudiants, si leurs parents ne peuvent pas payer ces prépas, prennent le parti de travail à côté de leur étude, pourtant déjà prenantes par les stages et les cours.

Le fléau du coût en Première Année

L'enquête attire l'attention sur la **part croissante** d'étudiants disposés à dépenser des sommes très élevées pour ces prépas.

La proportion d'étudiants déclarant consacrer **plus de 5 000 € par an** à une préparation privée de première année est en **augmentation** depuis la réforme de la première année, ce qui accentue les inégalités d'accès aux études de santé.

En effet, un étudiant issu d'un milieu modeste, même brillant, pourra **difficilement se permettre un tel investissement financier** chaque année, là où un étudiant d'origine plus favorisée bénéficiera de cet avantage payant sans conséquences pour son niveau de vie.



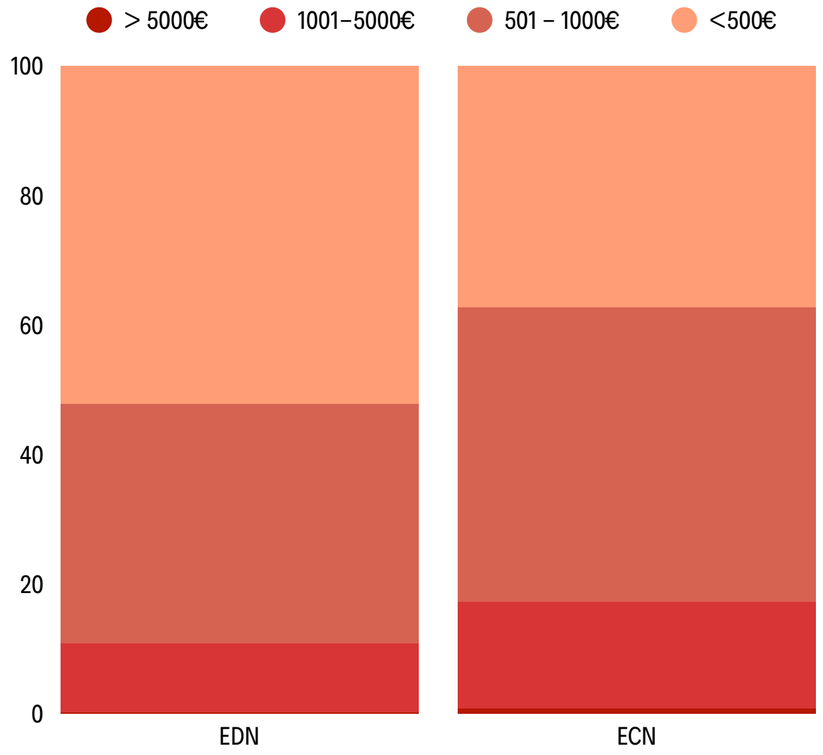
Ce constat soulève une question d'équité : l'existence même de ces prépas privées onéreuses pourrait **creuser l'écart entre étudiants**, créant de fait une **sélection** non plus seulement sur le mérite académique mais aussi sur les moyens financiers.

Le fléau du coût durant l'externat

Là où les différences entre les villes sont plus marquées durant le premier cycle du fait du nombre de types de premières années différentes, la plupart des prépas du second cycle sont des prépas nationales, similaires pour tous les étudiants.

La proportion d'étudiants déclarant consacrer **moins de 500 € par an** à une préparation privée du second cycle est en **augmentation** depuis la réforme du second cycle, avec beaucoup plus de prépas en ligne.

Nous avons voulu comparer les classements moyens entre les étudiants déboursant moins de 500€ et ceux dépassant 1000€, et **aucune différence significative** n'a été montrée. Il n'y a donc pas d'intéret à dépenser autant d'argent pour ces prépas.



Le coût plus faible des prépas du second cycle explique certainement le pourcentage élevé de recours à ces prépas, ainsi que le fait que plus d'étudiants les financent eux-mêmes.

La place des tutorats en Première année aux études de santé

C'est face au fléau des prépas privées que les Tutorats d'Entrée dans les Études de Santé (TEES) se sont progressivement mis en place dans toutes les universités depuis les années 2000 (encadrement légal), proposant des services gratuits ou à prix coûtant, d'une qualité équivalente ou supérieure à ceux des organismes privés. Cette lutte contre les structures de préparation privées **repose uniquement aujourd'hui sur les associations étudiantes,** sans aucune prise de position nette du gouvernement, dont les fédérations telles que la FAGE ou les fédérations de filières (ANEMF, ANEPF, ANESF, FNEK et UNECD) attendent un soutien plus poussé.

Les TEES bénéficient depuis plusieurs années d'un **Agrément Ministériel des Tutorats.** C'est une distinction que reçoivent les tutorats, chaque année, afin de faire valoir leur qualité. Les grilles sont notées sur 100 et tout tutorat avec une note totale supérieure à 70/100 obtient ledit agrément.

Étudiant sans prépa :

94% ont eu recours aux Tutorats

78% ont trouvé que les tutorats étaient suffisants

80,5% ont mentionné le coût dans leurs raisons de ne pas prendre une prépa

17,5% n'avaient pas les moyens de prendre une prépa mais auraient aimé

Étudiant avec une prépa :

Pourquoi avoir recours à une prépa ?

59% expriment avoir été **fortement incités**

57% avaient besoin d'un **encadrement**

21% **se sentaient coupable de ne pas en prendre**

72% ont eu recours aux Tutorats en parallèle

Beaucoup ont évoqué le lieu de révision ; les **cours entièrement tapés** et les **banques d'entraînement** comme raisons.

La place des tutorats durant le deuxième cycle

Le deuxième cycle des études médicales représente une **étape charnière dans la formation des futurs médecins**, marquée par l'approfondissement des connaissances cliniques et la préparation aux épreuves dématérialisées nationales (EDN). Ce cycle allie enseignement théorique, stages hospitaliers et mise en situation pratique, nécessitant une organisation rigoureuse et un accompagnement adapté. Dans ce contexte exigeant, les Tutorats d'Années Supérieures (TAS) jouent un **rôle essentiel** : ils offrent un soutien pédagogique, méthodologique et psychologique, favorisant la réussite et l'entraide entre promotions, tout en cultivant une dynamique collaborative au sein de la communauté étudiante médicale. Ce sont des initiatives pédagogiques qui ont pour vocation d'accompagner les étudiants de la 2e à la 6e année de médecine. Ils sont gérés par les étudiants.

Étudiant sans prépa :

61,5% ont eu recours aux Tutorats

53% ont mentionné le prix comme raison de leur non recours aux prépas

30% n'avaient pas les moyens mais auraient aimé avoir recours à ces prépas

Étudiant avec une prépa :

53% expriment avoir été fortement incités

37% avaient besoin d'un encadrement

53% déclarent que l'enseignement facultaire était insuffisant

72,4% ont eu recours aux Tutorats en parallèle

Beaucoup ont déclaré qu'ils avaient besoin d'une banque d'annales en plus.

Témoignages des étudiants :

“La prépa était **présentée comme quasi obligatoire** pour réussir et la seule option.”

« En me démarchant, une prépa m’a dit que des gens comme moi, il y en avait des centaines, et **que sans prépa j’avais aucune chance**. »

“On ne m’avait pas parlé du tutorat et dit que ça existait”

“Le tutorat facultaire propose un **accompagnement plus humain**, avec moins de pression pour une **qualité égale voire supérieure**”

“Raison **éthique**. Pas de volonté de financer un système injuste et le **tutorat de PO est amplement suffisant**“

“Le tutorat de ma ville était **beaucoup plus compétent que la prépa** privée bien qu'elle soit considérée comme de bonne qualité“

Appel à l'action :

Les résultats de cette enquête nationale dressent un constat sans équivoque : **malgré un recours massif aux prépas privées tout au long des études de médecine, aucun impact positif majeur sur la réussite académique n'est démontré**, tandis que le **fardeau financier** pour les étudiants et leur famille est, lui, bien réel et lourd de conséquences. Au vu de ces éléments, les auteurs de l'enquête – enseignants et étudiants en médecine – lancent un **appel urgent aux décideurs du monde académique et de la santé**. Facultés de médecine, ministères de tutelle, instances publiques : **il est temps de se saisir de la problématique des préparations privées.**

Pour permettre des études de médecine accessible à tous, **nous demandons** :

Réalisation d'un audit national indépendant sur le rôle et l'efficacité des prépas privées en santé :

Un tel audit, mené de manière impartiale, permettrait de quantifier objectivement la plus value pédagogique (ou l'absence de plus-value) de ces formations parallèles.

Réguler le secteur des prépas et alléger le poids financier supporté par les étudiants en santé :

- Renforcer et valoriser davantage les dispositifs de tutorats gratuits, afin d'offrir une alternative efficace et équitable face aux organismes de préparations privés.
- Des chartes ou des contrôles pourraient encadrer les pratiques publicitaires des prépas pour éviter la pression induite sur des étudiants vulnérables.

AAEMS

Depuis 1925

Audit national indépendant :

Face à la croissance rapide et peu régulée du secteur des prépas privées dans le domaine des études de santé, il devient essentiel d'établir une **évaluation rigoureuse et indépendante de leur rôle réel**. Un audit national, mené par une instance impartiale (ex. Cour des comptes, IGÉSR, ou un groupe d'experts indépendants en pédagogie et en santé), aurait pour objectif de répondre à une question cruciale : ces formations apportent-elles une réelle plus-value pédagogique, ou ne font-elles que reproduire – voire monnayer – des inégalités déjà existantes ?

Un tel audit permettrait notamment de :

- **Mesurer l'impact réel des prépas privées** sur la réussite des étudiants aux différentes étapes des études de santé (réussite aux examens de PASS/L.AS/LSPS, second cycle des études médicales, etc.).
- Comparer les performances des étudiants ayant suivi une prépa privée avec ceux s'appuyant uniquement sur les dispositifs publics (tutorats universitaires, accompagnements pédagogiques, etc.), en tenant compte des biais sociaux et scolaires.
- **Identifier les pratiques pédagogiques efficaces** – si elles existent – qui pourraient être intégrées dans l'enseignement public, plutôt que de rester l'apanage d'un secteur marchand.
- **Évaluer les coûts réels** pour les familles, leur perception de la nécessité de ces prépas, et les mécanismes de pression ou de marketing qui les incitent à y recourir.
- Apprécier les **effets sur la diversité sociale et territoriale des filières médicales** : les prépas privées creusent-elles les écarts entre étudiants de grandes métropoles et ceux des zones rurales ou défavorisées ?

Enfin, cet audit poserait les bases d'un débat public éclairé sur la **légitimité de ces structures** dans un champ aussi sensible que la formation de futurs soignants. Il constituerait un premier pas décisif vers une **éventuelle régulation**, fondée non sur des impressions, mais sur des **données tangibles et transparentes**.

Réguler le secteur des prépas privées

1. ***Les tutorats organisés par les universités, souvent animés par des étudiants avancés, constituent une alternative gratuite, solidaire et pédagogique aux prépas privées. Pourtant, ces dispositifs restent inégalement soutenus et valorisés selon les établissements.***

- Il est nécessaire de **pérenniser leur financement**, notamment via des subventions spécifiques du ministère, pour garantir des moyens suffisants en ressources humaines et matérielles.
- Ces tutorats doivent être **davantage promus auprès des étudiants et des familles,** afin de déconstruire l'idée – largement véhiculée par les prépas – qu'ils seraient moins efficaces.
- Il conviendrait également de **valoriser l'engagement des tuteurs**, via des crédits ECTS, des certifications ou une reconnaissance officielle dans les parcours universitaires.
- Inscription dans les dispositifs de valorisation de l'engagement étudiant : Le tutorat pourrait être intégré dans les dispositifs déjà existants, comme la **validation de l'engagement dans le cadre du supplément au diplôme ou du portefeuille de compétences**. Cela renforcerait la place du tutorat dans le développement personnel et professionnel des étudiants.

Réguler le secteur des prépas privées

2. Encadrer les pratiques commerciales des prépas privées

Le marketing agressif de certaines prépas entretient un **climat anxiogène** : annonces de taux de réussite flatteurs mais opaques, témoignages biaisés, incitations précoces dès le lycée… Autant de stratégies qui poussent de nombreux étudiants à s'inscrire « par peur de rater », et non par réel choix pédagogique.
Pour limiter cette pression et rétablir une information honnête :

- Des **chartes de déontologie** pourraient être mises en place, obligeant les prépas à une transparence totale sur leurs résultats, leurs tarifs, et les conditions d'accès.
- Des **contrôles réguliers par des instances indépendantes** permettraient de vérifier la véracité des données avancées dans les supports promotionnels.
- Il serait également **pertinent d'interdire certaines pratiques ciblant des lycéens ou des étudiants avant même leur inscription** à l'université, afin d'éviter une captation précoce et intéressée.

Conclusion

Ce dossier révèle avec force **l'urgence d'une action publique déterminée** pour garantir à tous les étudiants en santé des conditions d'études justes et ambitieuses, **indépendamment de leurs ressources financières**. Il en va non seulement de la méritocratie, mais aussi de la représentativité et de la justice sociale dans nos filières médicales. Face à la dérive d'un système où la réussite se monnaie, les auteurs de cette enquête – appuyés par de nombreux acteurs académiques – lancent un appel clair aux autorités : **il est temps de reprendre la main**. Réguler l'essor incontrôlé des prépas privées et **réaffirmer le rôle central de l'enseignement public,** sont des impératifs. Sans décisions courageuses et rapides, le risque est grand de voir les médecins de demain façonnés non par le mérite, mais par l'argent. Il en va de l'avenir même de notre système de santé.

Il est temps de choisir : des études de médecine accessibles à tous et dans tous les territoires, ou réservées à ceux qui peuvent se les payer.

Contacts presse :

Dr Nans FLORENS

MCU-PH Néphrologie,
Faculté de médecine Strasbourg

florens@unistra.fr

06.81.25.06.05

Lise CUCCHI

Étudiante en médecine à Strasbourg,
Présidente de l'AAEMS 2023-2024

l.cucchi.aaems@gmail.com

07.71.63.47.65

Avec le soutien de :